



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 1192

Texte de la question

EMPLOI EN BRETAGNE

M. le président. La parole est à M. Thierry Benoit, pour le groupe Union des démocrates et indépendants.

M. Thierry Benoit. La Bretagne mérite une réponse de votre part, monsieur le Premier ministre, je veux vous parler de la souffrance bretonne. Doux, PSA, Gad, Alcatel, Carl Zeiss Vision, Marine Harvest : L'agroalimentaire, la téléphonie, l'automobile, plus largement l'industrie qui constitue le poumon économique de notre région, s'effondrent. La crise s'enracine et derrière ces fermetures de sites industriels, il ne reste qu'un grand désespoir et une profonde colère. Personne ne peut rester indifférent au sort de ces milliers de familles plongées dans la peur du lendemain.

Pourtant la Bretagne et les autres régions de France veulent vivre. Elles doivent vivre ! Nous avons avec nous la volonté, la capacité d'entreprendre et la fierté qui nous permettront de faire face à la crise. Il est de notre devoir de député de nous faire les porte-parole de toutes ces forces vives de nos régions qui veulent participer au redressement de l'économie française, que nous souhaitons tous. La Bretagne n'est aujourd'hui que le triste reflet de ce qui se passe en France. Nous sommes tous les témoins de cette souffrance sourde qui traverse nos territoires. Les Français n'en peuvent plus de nous voir nous renvoyer la responsabilité de leur détresse, ils attendent des réponses claires qui préparent l'avenir.

Pour stopper l'hémorragie, il est donc urgent de mettre tout le monde autour de la table : chefs d'entreprise, industriels, salariés, élus, avec le soutien de la population. Monsieur le Premier ministre, c'est ensemble que nous devons prendre en compte les spécificités de nos économies et de nos territoires étouffés sous les réglementations, les impôts et les taxes qui ruinent l'activité. Nous sommes prêts à travailler avec vous.

Dès lors, monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous rassurer sur la mobilisation du Gouvernement et sur votre volonté de travailler en commun à la définition d'un véritable plan breton, axé sur une vraie décentralisation et un pouvoir réglementaire accordé aux régions ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI et sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Monsieur le député, je vous remercie de votre question,...

Un député du groupe UMP. Où est la ministre de l'égalité des territoires ?

M. Yves Fromion. Nous voilà rassurés !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*qui rejoint celles d'autres députés de différents groupes. Ce matin, je

participais à la réunion du groupe socialiste, et plusieurs de ses membres sont intervenus sur ce sujet.

Monsieur le député, j'apprécie la manière dont vous envisagez la méthode. Je la partage : je souhaite que toutes les forces qui peuvent régler les problèmes du pays – et cela vaut pour la Bretagne comme pour d'autres régions – soient capables d'aller à l'essentiel. Il s'agit des responsables politiques des territoires – régions, départements, communes, intercommunalités –, bien sûr avec l'État qui prendra toutes ses responsabilités...

M. Christian Jacob. Commencez par vos ministres !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*pour la Bretagne comme pour d'autres régions, mais il s'agit aussi des forces économiques et sociales, et celles de la science, de la culture. C'est ainsi que notre pays réussira à relever les défis de l'avenir et pas autrement.

M. Yves Nicolin. Baratin !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre* . Je sais également, et vous avez eu raison de le rappeler, que dans la région Bretagne, il y a du courage, de la dignité, de la volonté d'entreprendre et d'inventer. C'est avec cet objectif que je veux m'adresser à ces forces-là.

Lorsque je me suis rendu l'autre jour au Space – et, M. Le Fur l'a dit, ce n'était pas si simple, mais mon devoir était d'y être – pour rencontrer le monde des éleveurs, il y avait aussi des salariés des abattoirs. J'ai passé un long moment avec leurs délégués et avec les représentants des professions de l'élevage avant de m'adresser à tous ceux qui étaient là, y compris aux représentants des organisations professionnelles, pour leur dire que le Gouvernement était prêt à lancer un plan pour la Bretagne. Guillaume Garot l'a rappelé il y a quelques instants et il a d'ailleurs participé à une première réunion à ce sujet, le 30 septembre, à la préfecture de région.

M. Jean-François Copé. On est sauvés !

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. Mais je sais qu'il faudra aller plus loin. Je l'ai dit l'autre jour en répondant à Michel Liebgott, député de Lorraine, après la visite du Président de la République dans cette région, où je me suis moi-même rendu. Face aux souffrances, face aux urgences mais aussi aux capacités à relever les défis de l'avenir, le Gouvernement a négocié et signé avec la région de Lorraine, sans attendre la finalisation des contrats de plan, un contrat spécifique, un contrat d'avenir, de progrès, de solidarité.

M. Marc-Philippe Daubresse. La Lorraine est en Bretagne ?

M. Jean-Marc Ayrault, *Premier ministre*. C'est ce que je propose pour la région Bretagne. J'ai convoqué pour demain une réunion interministérielle et nous allons continuer à travailler d'arrache-pied à un plan pour la Bretagne. Nous traiterons les problèmes avec vous, avec les bonnes volontés, celles qui n'ont pour objectif que de se mettre au service du pays, au service des Françaises et des Français, sans les juger mais en les mobilisant pour leur redonner espoir et confiance. C'est la bonne manière de faire de la politique, de les respecter et de redonner de la confiance ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur de nombreux bancs des groupes écologiste et RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Thierry Benoit](#)

Circonscription : Ille-et-Vilaine (6^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1192

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 octobre 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 octobre 2013](#)